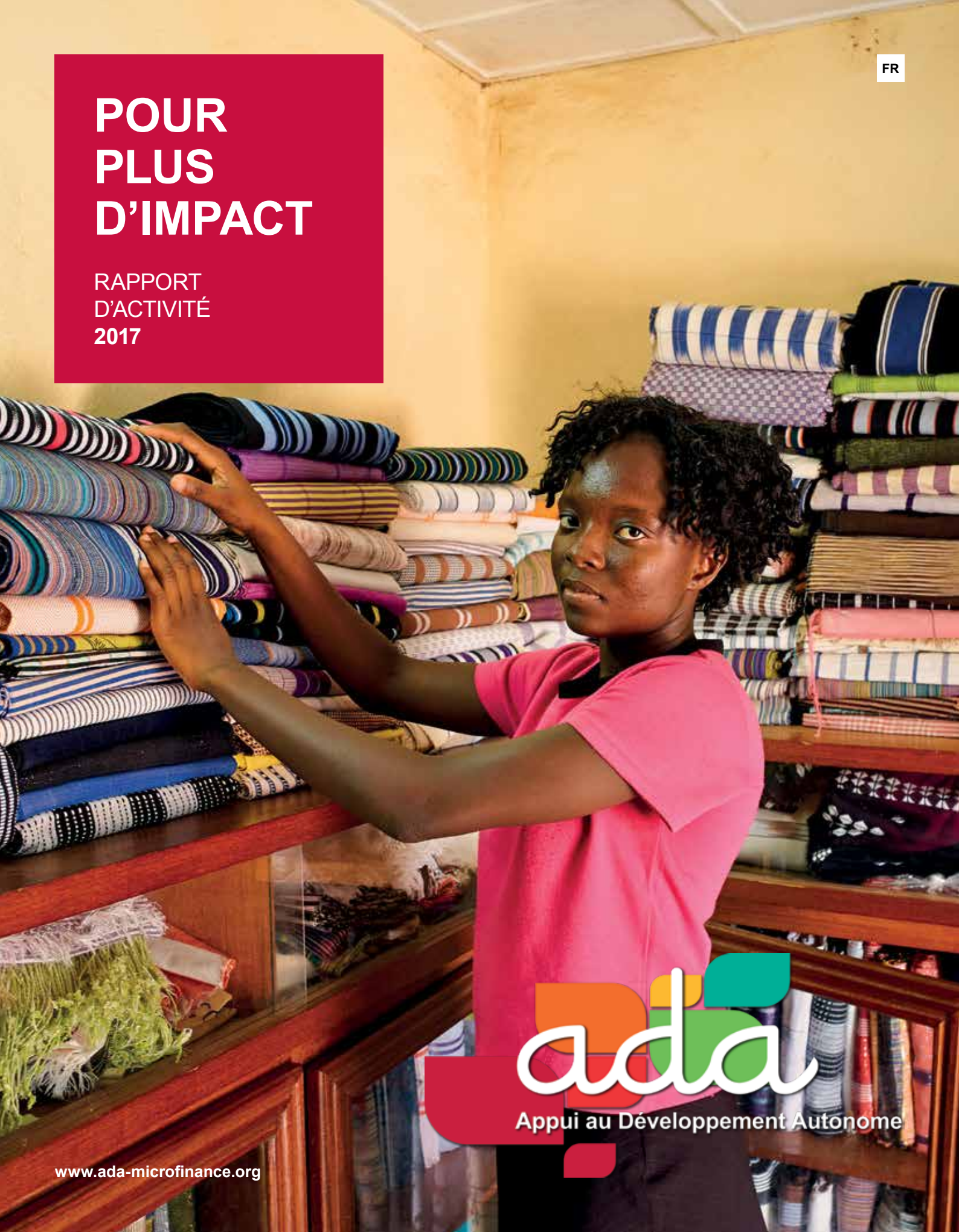


POUR PLUS D'IMPACT

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017



Appui au Développement Autonome

POUR PLUS D'IMPACT

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

Le 4 janvier 2018, le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Romain Schneider, a signé le nouveau mandat liant la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire à ADA. Ce nouveau mandat, d'une période de quatre ans (de 2018 à 2021), est le troisième dont nous bénéficions depuis 2007. Cette confiance renouvelée nous honore et nous oblige.

Elle nous honore car ce nouveau mandat est, pour nous, une reconnaissance. La reconnaissance de nos réussites sur le terrain, de la pertinence de nos choix, de notre impact pour réduire la pauvreté. Selon les termes du mandat, ADA agit avec le Ministère, grâce au Ministère mais aussi pour le Ministère. C'est un

privilège rare de pouvoir utiliser et partager l'expertise financière du Luxembourg et de mettre ce savoir exceptionnel au service des pays du Sud.

Ce nouveau mandat nous oblige également. ADA tient, en effet, la plus grande partie de son budget du ministère, plus précisément de la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire. Nous nous devons donc d'être toujours plus exigeants dans nos missions, notre vision, nos valeurs et en fin de compte dans notre stratégie et nos actions. Cette exigence se retrouve dans le plan de développement opérationnel que nous avons élaboré pour la période 2018-2021. Elle passe notamment par un renforcement de notre impact sur les populations que nous servons, sur nos bénéficiaires finaux, mais aussi sur nos partenaires, institutions de microfinance (IMF), associations professionnelles, gouvernements.

ADA se doit par conséquent d'évaluer clairement et objectivement l'impact de son action, non seulement pour l'analyser plus justement, mais aussi pour l'accroître. Au-delà de la notion quantitative, nous devons désormais mieux percevoir, mieux connaître, mieux mesurer notre efficacité dans la lutte contre la pauvreté.

C'est donc notre impact que nous vous invitons à découvrir aujourd'hui, avec la lecture de ce rapport d'activité. L'impact des actions menées en 2017 sur le quotidien des gens, sur les IMF et les structures que nous accompagnons, sur l'inclusion financière dans les pays où nous intervenons. À travers ces cas, à travers ces histoires, c'est le sens de nos actions que nous allons vous conter, de celles qui changent la vie, de celles qui ont un impact.

Max Meyer (Président du Conseil d'administration de ADA) & **Olivier Massart** (Directeur exécutif de ADA)



Le 1^{er} juin 2018, Laura Foschi a succédé à Olivier Massart au poste de Directrice exécutive. Le 28 juin 2018, Corinne Molitor a été nommée Présidente de ADA, en remplacement de Max Meyer.

Le 5 juillet 2017, ADA a eu l'honneur d'accueillir Son Altesse Royale la Grande-Duchesse au 40^e Midi de la microfinance consacré à l'entrepreneuriat des femmes en Afrique.

De gauche à droite : Pierre Ahlborn (administrateur de la Banque de Luxembourg) ; S.A.R la Grande-Duchesse de Luxembourg ; Olivier Massart (Directeur exécutif de ADA). De dos : M. Romain Schneider (ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire).

SOMMAIRE

04



**ADA PARTAGE
SON EXPERTISE
POUR FINANCER
L'AGRICULTURE**

06



**REDCAMIF :
UN EFFET DE LEVIER
POUR L'HABITAT**

08



**ADA FINANCE LES
IMF SOCIALEMENT
PERFORMANTES**

10



**ET LA SAM DEVINT
LA PLUS GRANDE
CONFÉRENCE DE
MICROFINANCE...**

14



**ADA RENFORCE
L'ASSOCIATION
PROFESSIONNELLE
DU MYANMAR**

16



**LA RÉVOLUTION
DIGITALE DONNERA
PLUS D'IMPACT**

18



**ADA, DES PROJETS
ET DES SOLUTIONS
DANS LE MONDE**

20



**BILAN ET COMPTE
DE PROFITS ET PERTES**

22



**LA CHAIRE ADA :
D'ANCIENS ÉLÈVES
TÉMOIGNENT**

23



NOS PARTENAIRES

Crédits photos :

Couverture et page 4 : © ADA / Andrés Lejona
Edito : © Cour grand-ducale / Marion Dessard /
Tous droits réservés
Page 5 : © FAO / Niclas Benni
Page 6 : © ASOMIF (Asociación Nicaragüense
de Instituciones de Microfinanzas) et
© Pana-Pana, Nicaragua
Page 7 : © Pana-Pana, Nicaragua
Page 8 : © Helah Robinson

Pages 10, 11, 12 et 13 : © Zeleman /
Julian JR Haile et © ADA / Jean Jaecklé
Page 14 : © ADA / Sophie Wiesner
Page 15 : © ADA / Wendy Medrano Lazo
Page 16 : © Shutterstock
Page 17 : © ADA / Arnaud de Lavalette
Page 18 : © ADA / Carla Palomares
Page 22 : © ADA / Jean Jaecklé et © Olivier Minaire

Les chiffres présentés dans cette publication reflètent les résultats atteints au 31 décembre 2017.

ADA PARTAGE SON EXPERTISE POUR FINANCER L'AGRICULTURE

Ces dix dernières années, l'Afrique subsaharienne a fait des progrès considérables dans sa lutte contre la faim. Toutefois, selon la FAO, la tendance s'est inversée depuis 2016. En cause, des conditions météorologiques défavorables qui ont notamment entraîné de mauvaises récoltes.

ADA, COACH EN FINANCE AGRICOLE

Les IMF, par leur proximité avec la clientèle, connaissent bien les populations rurales et leurs spécificités. Si certaines d'entre-elles ont su développer des produits adaptés aux demandes locales des agriculteurs, d'autres peinent encore à proposer des services qui répondent à ces demandes, par manque de savoir et de savoir-faire et en raison du risque que cela représente. **C'est pourquoi ADA a mis en place début 2017 un projet d'appui coaching en finance agricole**, qui consiste à accompagner ces IMF dans la conception de services de finance agricole, en réponse aux besoins exprimés par leurs clients. Sa mise en place s'est faite en deux étapes.

ÉTAPE 1 : APPORTER DES CONNAISSANCES

Pour ADA, la formation est un facteur clé dans le processus d'autonomisation de ses institutions partenaires sur le terrain. Le projet d'appui coaching a donc démarré par un atelier de

formation en finance agricole, en se fondant sur des modules initialement développés par la FAO et que ADA a adaptés au contexte de l'Afrique francophone subsaharienne. Basée sur le volontariat, cette formation s'est tenue à Abidjan du 7 au 11 août 2017. Elle a réuni 18 participants issus de 15 IMF du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Togo et de la République démocratique du Congo.

Durant ces cinq jours, la formation leur a fourni les connaissances théoriques pour concevoir, développer et commercialiser un produit de finance agricole innovant et rentable tout en limitant les risques. Outre la maîtrise du processus de développement du produit, l'enjeu consiste à nouer des alliances stratégiques avec les différentes parties prenantes intervenant tout au long de la chaîne de valeur du produit, afin de partager le risque entre l'ensemble de ces acteurs.

ÉTAPE 2 : DÉFINIR UN PLAN D'ACTION

À l'issue de la formation initiale, les institutions intéressées avaient la possibilité de postuler au **projet d'appui coaching** pour une durée d'un an renouvelable.

« Dans le cadre de ce projet, les coaches sont des experts en finance agricole de la sous-région, sélectionnés et sensibilisés à la méthodologie de coaching par un coach professionnel, qui les accompagne durant un atelier de planification et leur apporte aussi un soutien à distance », explique Léa Merino, coordinatrice du projet chez ADA. **« Le coaching permet aux dirigeants des IMF d'avoir le soutien d'une personne externe à l'institution qui les écoute, les questionne, les aide à prendre du recul et à identifier des pistes auxquelles ils n'auraient sans doute pas pensé. »**

C'est aussi l'occasion pour eux de prendre de la hauteur vis-à-vis de leur stratégie actuelle, en identifiant eux-mêmes certains points d'amélioration. Le « coach » n'est pas là pour indiquer au dirigeant ce qu'il doit faire ni pour faire à sa place. »

Grâce au soutien de son « coach », chaque IMF conçoit un plan d'action en réponse aux objectifs qu'elle se fixe. Pour la soutenir, ADA met à sa disposition un fonds allant jusqu'à 30 000€ pour lui permettre de co-financer certaines des activités qui figurent dans le plan.

Sur les 15 IMF qui ont participé à la formation à Abidjan, 13 ont candidaté à ce projet d'appui coaching et cinq ont été retenues par ADA pour bénéficier de l'accompagnement :



Pour plus d'informations sur nos activités :

www.ada-microfinance.org

ACFB au Bénin, ACFIME et GRAINE-SARL au Burkina Faso, FUCEC au Togo et PAIDEK SA en République démocratique du Congo.

Fin septembre 2017, les directeurs généraux des cinq IMF retenues, accompagnés de leur directeur des opérations ou directeur adjoint,

ont participé à un atelier de planification à Lomé. Cet atelier visait à présenter le concept et la méthodologie du coaching, pour permettre à ces dirigeants de proposer une première version des plans d'actions grâce à l'appui de leur coach.

LES PREMIERS RÉSULTATS : APPROBATION DU PLAN D'ACTION ET LANCEMENT DES ACTIVITÉS

Les plans d'actions de ces institutions ont été définitivement approuvés début décembre 2017 et les premières activités ont été lancées aussitôt. L'année 2018 permettra à ces cinq partenaires de mettre en œuvre leur plan d'action.

LES COACHÉS TÉMOIGNENT

« J'utilisais les termes de coach et consultant sans les différencier. J'ai changé d'avis. »

Rémy Mitima
Directeur général de PAIDEK SA

« Il fallait parler de tout et de rien, se découvrir. L'expert passait son temps à poser des questions, à ne pas lâcher. »

Gaston Assagwe
Directeur général de ACFIME

« J'ai eu l'impression de découvrir quelque chose de nouveau en termes d'outil. En une semaine, on est arrivé à des résultats dont je ne reviens pas. C'est un outil très puissant. »

Moussa Tassemedo
Coach de ACFB

« Cette approche est déstabilisante, il y a tellement de questions. Mais cela nous incite à réfléchir, à trouver nos solutions. C'est positif. Le coach nous permet de nous secouer, on n'est pas seul. »

Gaston Assagwe
Directeur général de ACFIME, après quelques mois de coaching à distance et une mission de terrain de son coach



« Le coach doit guider le coaché et l'aider à structurer ses idées, parfois à les clarifier. Le coaché est acteur du changement, le coach doit donc veiller à ne pas imposer sa façon de faire. »

Gauthier Malnoury
Chargé de projet ADA et coach auprès de la FUCEC au Togo



1^{er} atelier de formation en finance agricole à Abidjan du 7 au 11 août 2017, animé par Gauthier Malnoury

EN 2018

LE PROJET D'APPUI COACHING EN FINANCE AGRICOLE SE POURSUIT EN ASIE DU SUD-EST

En parallèle au projet initié en Afrique, un second projet a démarré au Laos auprès de trois IMF. L'objectif est le même : appuyer les dirigeants d'IMF grâce à des coaches locaux et un fonds d'assistance technique pour développer ou améliorer des produits financiers destinés aux agriculteurs.

REDCAMIF : UN EFFET DE LEVIER POUR L'HABITAT

ADA et REDCAMIF appuient financièrement et techniquement des IMF basées en Amérique centrale et en République dominicaine, pour leur permettre de proposer des solutions innovantes en faveur des plus démunis et contribuer ainsi à améliorer leurs conditions d'existence.

REDCAMIF, PARTENAIRE HISTORIQUE DE ADA

REDCAMIF regroupe les réseaux nationaux de sept pays (Guatemala, Honduras, République dominicaine, El Salvador, Nicaragua, Costa Rica et Panama), soit 141 IMF au service de plus de 1,8 million de micro-entrepreneurs, dont 59% de femmes. Mis en œuvre entre 2012 et 2017, le projet ADA-REDCAMIF devait permettre de promouvoir l'inclusion financière dans la région, à travers trois composantes :

1. Renforcement des capacités des IMF membres des réseaux nationaux, afin de les rendre plus autonomes dans leur processus de financement des micro et petites entreprises et des petits paysans. Ce renforcement s'est fait à deux niveaux : 1) renforcement de la **gestion des risques** et de la **gouvernance**, par la mise à disposition de services d'assistance technique, de formation et de coaching ; 2) renforcement de la **transparence** et des **performances sociales**, grâce à des évaluations, des formations et la diffusion de données.

Au total sur les cinq ans et demi du projet : 143 contrats d'assistance technique au bénéfice de 98 IMF

2. Développement de produits et services financiers inclusifs : en 2014, un premier diagnostic des besoins des clients des IMF membres des réseaux nationaux a permis de mettre en évidence des besoins en matière de **financement rural et de l'habitat**. ADA et REDCAMIF ont ensuite réalisé des études de marché et de faisabilité permettant de concevoir des produits répondant aux besoins dans ces deux domaines.

3. Gestion des connaissances, en plus de l'appui aux projets pilotes, à travers des rencontres régionales avec les IMF membres sur les thèmes de la gestion des risques, du coaching et du leadership, du

contrôle interne, de la finance rurale et du crédit vert. Ces rencontres ont permis par ailleurs de capitaliser les expériences acquises pendant le projet.

FOCUS SUR LE DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS INCLUSIFS (SFI)

En 2015, suite au diagnostic des besoins et à la conception de produits dans les domaines du financement rural et de l'habitat, le projet a appuyé 32 IMF afin de développer des services financiers adaptés.



« Avant de travailler avec Pana-Pana, j'avais un petit commerce. Je n'avais pas d'étagères pour exposer mes produits, je travaillais comme vendeuse ambulante. Désormais je dispose de mon local et de suffisamment de matériel. »

Alejandra Becker Molina
Cliente de Pana-Pana au Nicaragua



Pour plus d'informations sur nos activités :

www.ada-microfinance.org

MICROFINANCE DANS LES ZONES RURALES

Quinze IMF ont proposé quatre produits de financement rural : le crédit-vert, le crédit pour l'efficacité énergétique, le crédit pour les femmes entrepreneurs et le micro-leasing.

Au total, 2 794 clients des 15 IMF ont bénéficié de ces produits selon leurs besoins et 2,8 millions de USD de crédits ont été déboursés.



« Depuis que nous avons travaillé avec Pana-Pana, nous avons changé notre façon de vivre. Le soutien de Pana-Pana nous a permis d'avoir une nouvelle maison et d'entretenir notre famille. »

Freddy Webster
Client de Pana-Pana au Nicaragua

FINANCEMENT DE L'HABITAT

Dix-sept IMF ont proposé cinq produits de financement de l'habitat : crédit pour l'amélioration de l'habitat comprenant deux options (amélioration progressive du logement ou amélioration intégrale), assainissement de l'eau, achat d'une habitation, achat et légalisation de terrain et construction d'une habitation.

Au total, 5 538 clients des 17 IMF ont bénéficié de ces produits selon leurs besoins et 14,1 millions de USD de crédits ont été déboursés.

LE CRÉDIT D'AMÉLIORATION POUR L'HABITAT A ÉTÉ PLÉBISCITÉ !

Sur les cinq produits proposés aux 17 IMF, le crédit d'amélioration pour l'habitat a été choisi par 92% des clients. L'avantage de ce produit est qu'il propose deux options :

- l'amélioration intégrale pour permettre aux clients ayant une capacité de paiement suffisante de rénover leur maison sur un seul crédit ;
- l'amélioration progressive, solution moins risquée qui permet aux clients dotés d'une capacité de paiement plus limitée d'investir ponctuellement dans de petites améliorations, ce qui les protège d'un éventuel surendettement.

L'EXEMPLE DE PANA-PANA AU NICARAGUA

L'IMF Pana-Pana au Nicaragua a bénéficié du projet de mise en œuvre de SFI en matière d'habitat. L'IMF, également financée par Luxembourg Microfinance and Development Fund (LMDF), est membre du réseau national ASOMIF (Asociación Nicaragüense de Instituciones de Microfinanzas), qui regroupe 27 IMF et près de 549 469 clients. Située en zone rurale dans la région de Puerto Cabezas, Pana-Pana s'adresse à une population principalement indigène et sert 2 687 clients (dont 69% de femmes). À travers le projet REDCAMIF, l'IMF a testé, entre mai 2015 et décembre 2016, la distribution de deux produits : le crédit d'amélioration pour l'habitat et ses deux options (amélioration progressive et intégrale), ainsi que le crédit destiné à l'assainissement de l'eau.

LES PRODUITS POUR L'HABITAT SÉDUISENT

Le projet pilote a largement tenu ses promesses. 415 crédits ont été octroyés sur toute la durée du projet. La moitié de ces crédits concernaient l'assainissement de l'eau. Pour Lucila Law, Directrice de Pana-Pana, « ce service contribue à fournir de l'eau potable aux populations pour améliorer leur qualité de vie ».

Concernant le crédit d'amélioration pour l'habitat, l'IMF a également bénéficié d'une assistance technique en construction pour assurer la qualité du bâti et des installations.



« J'ai souscrit un crédit destiné à l'assainissement de l'eau pour 37 000 córdobas. C'est une amélioration conséquente de mon logement. »*

Jorge Stefan Patterson
Bénéficiaire du crédit d'amélioration pour l'habitat de Pana-Pana au Nicaragua

* Moins de 1 200 USD

UN IMPACT DÉMULTIPLIÉ GRÂCE AU MAILLAGE EN RÉSEAU



Au final, 1,8 million de clients bénéficient du projet ADA/REDCAMIF.

ADA FINANCE LES IMF SOCIALEMENT PERFORMANTES

ADA conseille LMDF (Luxembourg Microfinance and Development Fund), un fonds qui investit dans des institutions de microfinance (IMF) aux objectifs sociaux clairement affirmés.

UNE IMF SOCIALEMENT PERFORMANTE : IDH AU HONDURAS

En septembre 2017, ADA, via LMDF, a prêté près de 750 000 USD sur une période de quatre ans à IDH, au Honduras. IDH se distingue par la mise en place d'un dispositif de gestion de la performance sociale particulièrement efficace.

Côté personnel, l'IMF affiche un taux de rétention de 82 % ; cette performance s'explique en partie grâce à une ambiance de travail respectueuse, un niveau de rémunération correct basé sur une grille de salaires équitables, une

augmentation annuelle de 3 % pour tous, ainsi que des avantages destinés aux salariés et à leurs familles (couverture médicale privée, bourses pour la scolarité des enfants, etc.). Des primes sont également octroyées aux salariés qui atteignent leurs objectifs mensuels, une enquête de satisfaction est réalisée chaque année en interne. La promotion interne est privilégiée et un plan de formation annuel est prévu pour chacun.

Côté clients, ceux-ci bénéficient du service de ce personnel qualifié, rapide dans le traitement des requêtes de prêts et bien formé en matière d'éducation financière. Les agents de crédits spécialisés font également du coaching auprès des PME clientes. IDH a mis en place un mécanisme simple et efficace de gestion des plaintes via des numéros verts et des boîtes à idées dans les agences. Les plaintes font l'objet d'un suivi approfondi de l'autorité de tutelle. Les données sociales de chaque client sont systématiquement collec-

tées et des reportings sociaux sont analysés mensuellement par la Direction et le Conseil d'administration qui a mis en place 27 indicateurs de performance sociale.

IDH fait également preuve de **transparence** en publiant ses tarifs sur son site internet et en diffusant les coûts et conditions de ses différents produits en agence (dépliants, flyers, etc.). Un employé est chargé de l'assistance au client.

INCITER LES IMF À AVOIR PLUS D'IMPACT POUR OBTENIR UN FINANCEMENT : LA MISSION DE ADA

ADA et LMDF financent les IMF les plus performantes socialement, c'est-à-dire celles qui ont le potentiel le plus élevé pour venir en aide aux plus démunis. En ce sens, ADA et LMDF les incitent à tout mettre en œuvre pour devenir des institutions socialement performantes. Les IMF sont bien conscientes de l'enjeu, à savoir obtenir un financement pour développer leurs activités et atteindre leurs objectifs sociaux.



« Lors des due diligence, en plus d'analyser la performance financière des IMF, nous réalisons systématiquement un audit à l'aide du SPI4 Alinus pour évaluer leur performance sociale. Nous visitons différentes agences de l'institution pour vérifier que les procédures sont bien appliquées, que les clients sont bien traités. Enfin nous discutons avec l'IMF de ses besoins en assistance technique et la mettons en relation avec l'équipe dédiée chez ADA. »

Saad Menjour

Chargé d'investissement chez ADA en Asie du Sud-Est



Pour plus d'informations sur nos activités : www.ada-microfinance.org

TRAVAILLER MAIN DANS LA MAIN POUR IDENTIFIER LES IMF SOCIALEMENT PERFORMANTES



Luxembourg Microfinance and Development Fund

ADA dispose d'une équipe dédiée au conseil en investissement pour LMDF. Son travail consiste en premier lieu à identifier des IMF performantes financièrement et socialement qui correspondent au profil recherché par LMDF parmi les IMF de petite taille (Tier II et III). Pour cela, l'équipe part sur le terrain en mission de prospection, à la rencontre des IMF, ou se rend à des événements (conférences, foires aux investisseurs, etc.). Si l'IMF remplit les critères d'éligibilité, ADA réalise un audit préalable sur le terrain. Cet audit appelé « due diligence » permet de vérifier les données financières de l'IMF, ainsi que de rencontrer ses dirigeants et ses clients. De retour au Luxembourg, ADA présente le dossier de financement au comité LMDF qui décide d'investir ou non dans l'IMF sous forme de prêts (seniors ou subordonnés). Les 18 dossiers présentés en 2017 au comité ont tous été approuvés.

ADA 3T : LA VALEUR AJOUTÉE DE ADA POUR RENFORCER LES CAPACITÉS DES IMF



Outre ses services financiers, l'équipe ADA peut proposer aux IMF un soutien adapté à leurs besoins, pour leur permettre de renforcer leurs capacités et donc de se professionnaliser. Cette offre appelée ADA 3T com-

AU 31 DÉCEMBRE 2017

- 41 IMF conseillées par ADA et financées par LMDF dans 18 pays
- Un encours des prêts de 19,3 millions d'euros
- 35 974 micro-entrepreneurs directement impactés, dont 76% de femmes

prend des formations (Trainings), notamment en performance financière et sociale, gestion des risques, finance agricole, finance digitale... ainsi qu'une assistance technique (Technical Assistance) et des outils de gestion (Tools). Cet appui permet in fine aux IMF d'atteindre leurs objectifs sociaux pour attirer toujours plus d'investisseurs.

SPI4 ALINUS : L'OUTIL DE MESURE DE LA PERFORMANCE SOCIALE

La performance sociale d'une IMF est sa capacité à atteindre ses objectifs sociaux. Elle se mesure à travers six dimensions, appelées

« normes universelles de gestion de la performance sociale ».

Chacune de ces six dimensions comporte des indicateurs de performance sociale. L'outil SPI4 Alinus, développé par CERISE et cofinancé par ADA permet à l'IMF de collecter et traiter ses données pour chacun des indicateurs, en vue d'établir un diagnostic complet de sa situation. Ce résultat sert de base de travail à ADA et fait partie intégrante du processus de prise de décision. Il existe une version plus développée de l'outil Alinus ; celui-ci nécessite toutefois l'aide d'un auditeur SPI4 certifié.

LES IMF ACCOMPAGNÉES PAR ADA SONT SOCIALEMENT PLUS PERFORMANTES QUE LA MOYENNE

En 2017, ADA a demandé à CERISE d'établir un état des lieux de la performance sociale des IMF financées par LMDF, en les comparant aux autres IMF qui ont effectué un SPI4 dont CERISE détient les informations. Les résultats montrent que les IMF appuyées par ADA font preuve d'une meilleure gestion de la performance sociale que la moyenne des autres IMF. Cela confirme l'engagement de l'équipe investissement pour la promotion des bonnes pratiques en termes de performance sociale. Cette étude permet également d'identifier les pistes d'amélioration possibles et les besoins d'appui technique potentiels pour les IMF partenaires.

GESTION DE LA PERFORMANCE SOCIALE PAR DIMENSION



ET LA SAM DEVINT LA PLUS GRANDE CONFÉRENCE DE MICROFINANCE...

Avec près de 700 participants issus de 58 pays, dont 32 pays africains, la troisième édition de la SAM (Semaine Africaine de la Microfinance) s'est imposée comme un rendez-vous incontournable de la microfinance en Afrique et peut-être même dans le monde. Au-delà des opportunités qu'elle permet, la SAM a positivement influencé l'inclusion financière en Afrique.

PLUS QU'UNE CONFÉRENCE, UN ÉCOSYSTÈME D'ÉVÉNEMENTS

Le succès de la SAM repose sur une volonté commune : celle de rassembler le secteur en un même lieu afin d'optimiser l'échange de savoirs. La SAM n'est pas seulement une conférence, mais un écosystème d'événements : des **formations**, des **ateliers**, un **Salon de l'innovation** et une **Foire aux investisseurs** gravitent autour de la conférence. Cette richesse et cette diversité s'appuient aussi sur d'autres partenaires, prêts à dispenser cours et savoirs.

LA SAM CONSTRUIT LE FUTUR

À l'image du Luxembourg, devenu un carrefour financier, la SAM concentre les différentes expertises nécessaires en finance inclusive d'impact. En une semaine, un participant — souvent directeur d'une IMF — bénéficie d'une ou deux formations, prend part à la conférence, rencontre des réseaux, discute avec de futurs partenaires, parle avec des représentants d'État.

UNE CONFÉRENCE, UN IMPACT

La SAM contribue au renforcement du secteur. Elle rassemble les professionnels africains de la microfinance en un lieu de débats et d'échanges. Surtout, elle facilite les rencontres en s'ouvrant à d'autres intervenants, politiques, financiers, investisseurs, innovateurs, entrepreneurs et même formateurs. Elle contribue ainsi à l'évolution de la microfinance dans un monde changeant. Aujourd'hui, ce succès impose par conséquent de démontrer des résultats. Les résultats, ce sont les contrats signés, les changements opérés au sein des institutions de microfinance, les modifications de régulation. En voici quelques exemples.

LA SAM 2017 EN CHIFFRES



700 participants,
58 pays représentés dont 32 africains



170 contacts à la Foire
aux Investisseurs



25 innovateurs au Salon
de l'Innovation



60 orateurs



12 formations



Pour plus d'informations sur nos activités :
www.ada-microfinance.org

LA FOIRE AUX INVESTISSEURS : 170 RENCONTRES ENTRE INVESTISSEURS ET IMF



Des dizaines d'IMF et d'investisseurs se sont rencontrés pour la première fois ou ont renoué d'anciens contacts. Parlant au nom de l'IMF ID Ghana, Stephen M.K. Dugbazah a déclaré : « Grâce à la SAM, ID Ghana FNGO a désormais accès à des fonds sociaux et à des soutiens techniques de Fefisol, Alterfin, ADA, Grameen Crédit Agricole et SPTF. »

Côté investisseurs, Philippe Guichandut de la Fondation Grameen Crédit Agricole a déclaré : « C'est une excellente occasion de rencontrer de nouveaux partenaires potentiels, des organisations avec qui nous sommes déjà en contact mais que nous n'avions jamais pu rencontrer physiquement, ou même de nouvelles structures. »



LE LUXEMBOURG DIRECTEMENT PRÉSENT À LA SAM

À l'ouverture de la SAM, S.A.R la Grande-Duchesse de Luxembourg nous a fait l'honneur d'un mot de bienvenue adressé en vidéo aux participants. M. Romain Schneider, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, était également présent en tant qu'orateur du panel d'ouverture. A l'issue de l'événement, il a présenté ses vifs remerciements, en soulignant que « ce fut un grand honneur et un réel plaisir de participer à l'ouverture de la SAM 2017 [...], ensemble avec le ministre d'Etat de l'Industrie de l'Éthiopie, Monsieur Mebrahtu Meles. Je tiens à remercier ADA de l'excellent déroulement de cet événement important dans le monde de la finance inclusive. »



LA FONDATION GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE ET ADA S'ASSOCIENT



L'INNOVATION AU CŒUR DE LA SAM

Les fournisseurs ont présenté leurs produits lors du Salon de l'Innovation. Mohamed Asri (HPS), a expliqué comment son produit Power-CARD pouvait être mis en place en trois mois sur une base de paiement à l'utilisation. Debbie Watkins (Fern Software) a indiqué : « Nous proposons trois configurations de données : dans le cloud, centralisée à votre siège social, ou répartie dans chaque succursale ». Thierry Artaud, du Cabinet Moss ICT Consultancy, a présenté le service M-Birr : établi en partenariat avec six IMF en Éthiopie, il permet aux utilisateurs d'envoyer de l'argent à des détaillants et des particuliers, ainsi que de recevoir des prêts et des aides gouvernementales.

La Fondation Grameen Crédit Agricole (GCA) et ADA ont signé un accord de partenariat afin de mieux soutenir les IMF qu'elles financent. Ainsi, les deux partenaires ont pour objectif de réduire la charge de travail de leurs partenaires en adoptant les mêmes processus de due diligence, les mêmes formats d'information et de suivi de la performance sociale et financière de ces institutions. Par ailleurs, la Fondation GCA et ADA se sont engagées à améliorer la coordination et l'efficacité de leur offre d'assistance technique pour leurs partenaires communs.



LA PAROLE AUX PARTICIPANTS



« La BEI était extrêmement satisfaite de l'organisation de la SAM. Mes collègues et moi-même avons apprécié le niveau des discussions et l'événement a été une occasion unique de rencontrer de nouveaux clients potentiels, des partenaires établis, des pairs et d'autres investisseurs, que ce soit aux stands ou à la Foire aux Investisseurs. Non seulement nous avons été ravis de pouvoir souligner l'engagement de notre Banque à investir dans des projets à fort impact en matière de microfinance et d'équité en Afrique, mais nous avons également beaucoup appris. Nous attendons déjà la prochaine SAM avec impatience ! ».

Ambroise Fayolle
Vice-président de la Banque Européenne d'Investissement



« FMO permet aux entrepreneurs de construire un monde meilleur, de stimuler la croissance économique locale, de créer des emplois, d'améliorer les conditions de vie des populations et de favoriser la prospérité locale là où c'est le plus nécessaire. La SAM réunit tous les éléments : investisseurs d'impact, experts en inclusion financière et opportunités d'investissement, ce qui en fait un événement d'importance. ».

Jeroen Harteveld
Gestionnaire du Fonds MASSIF chez FMO

« Le prix de 10 000€ a été précieux pour nous, car nous cherchons à toucher davantage d'agriculteurs sur les marchés mal desservis. Cela nous a permis d'apporter une nouveauté scientifique en télédétection et d'effectuer des recherches sur le terrain avec des partenaires potentiels au Nigeria et au Kenya. La publicité dont nous avons bénéficié grâce à la SAM et FMO nous a également permis d'augmenter notre visibilité sur le marché et d'ouvrir de nouvelles opportunités de partenariat. ».

Ruchit Garg
Fondateur et PDF de Harvesting Inc, gagnant du prix FinTech pour la microfinance 2017 d'une valeur de 10 000€





« J'ai apprécié les thèmes centrés sur les jeunes et les femmes, des cibles relativement vulnérables. La SAM a facilité l'échange entre différents acteurs de la microfinance et investisseurs sur les préoccupations de l'inclusion financière africaine. Les réalisations de la création de l'emploi ont servi de modèle pour UFC. De l'invitation à la SAM jusqu'à sa clôture, j'ai été impressionnée par le travail d'équipe impeccable qui a été effectué par le personnel ADA, soucieux de faire de la SAM un grand succès. Il faut que l'équipe garde le même enthousiasme dans la préparation de tels événements ! ».

Josée Mukandinda (à gauche)
Directrice des opérations chez Umutanguha Finance Company (UFC) au Rwanda



« L'Afrique est, plus que jamais, la terre de tous les possibles et de tous les espoirs d'une économie et d'une société plus solidaires et plus inclusives. »

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg
(par message vidéo)



« La SAM 2017 nous a offert un cadre de réflexion sur les raisons qui limitent encore l'accès aux services financiers de base à des millions de personnes en Afrique. Ces moments de réflexion sont un baromètre important pour valider, mais aussi reconsidérer certains choix afin de nous permettre d'atteindre un objectif que nous avons tous en commun. »

Sambou Coly
Chef de projet à la Fondation Mastercard



« Si j'avais un souhait, ce serait celui de voir la prochaine SAM accueillir la mise en place d'un véritable plan interrégional stratégique de la microfinance africaine pour lutter efficacement contre la fragilisation des économies rurales, ce qui me semble être aujourd'hui l'une des priorités du continent. La SAM me paraît être en tout cas le bon forum pour promouvoir ce genre d'initiative d'envergure continentale. »

Eric Campos
Délégué général de la Fondation Grameen Crédit Agricole

ADA RENFORCE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DU MYANMAR

Grâce à leur capacité à mobiliser de nombreuses IMF et à engager le dialogue avec les autorités et les régulateurs, les réseaux constituent un relais important pour exporter l'expertise luxembourgeoise à travers le monde. ADA a lancé un projet de structuration et de lancement des activités de l'association professionnelle de microfinance au Myanmar.



LE MYANMAR : UN NOUVEAU PAYS D'INTERVENTION POUR ADA

D'après la Banque mondiale, près d'un Birman sur quatre ne détient toujours pas de compte bancaire. Le secteur de la microfinance connaît néanmoins un développement rapide en raison de l'ouverture du pays, du marché potentiel qu'il représente pour des investisseurs et des évolutions lentes mais positives du cadre réglementaire. C'est pourquoi ADA a fait le choix d'y lancer un nouveau projet en 2017.

RENFORCER LES CAPACITÉS DE MMFA ET DES IMF MEMBRES

Créée en 2013, l'association de microfinance au Myanmar (Myanmar MicroFinance Association – MMFA) rassemble les institutions de microfinance du pays.



Pour plus d'informations sur nos activités : www.ada-microfinance.org

Fin 2016, après de nombreux échanges avec des acteurs clés du secteur de l'inclusion financière du pays, ADA a identifié le besoin de renforcer MMFA qui ne disposait pas des bases pour représenter et servir ses membres de manière efficace et durable. Un projet d'appui technique a été formulé dans l'objectif de **structurer et développer les activités de MMFA ainsi que de faciliter la coordination et les partenariats avec d'autres organisations de soutien présentes dans le pays**. Pour assurer la mise en place du projet, une collaboratrice ADA a été détachée au sein de l'association pour une durée initiale d'un an. Elle est basée à Yangon.

L'ASSISTANCE TECHNIQUE, UN AN APRÈS

Le soutien de ADA s'est focalisé sur le renforcement des capacités institutionnelles de l'association et sur la fourniture de services de renforcement des capacités aux IMF membres. L'assistance technique sur place a permis :

- **la mise en place d'une équipe locale permanente.** Ce chantier a inclus une analyse des besoins en ressources humaines, la définition des fonctions, le lancement du processus de recrutement, la formation ainsi que la mise en place de politiques de ressources humaines. En 2017, un responsable des opérations et un responsable des finances et de l'administration ont été embauchés. Le recrutement d'un directeur exécutif reste en cours.

- **l'amélioration des installations du secrétariat et la formalisation de son fonctionnement.** Le bureau de MMFA a été équipé d'ordinateurs, d'imprimantes, de mobilier et du matériel nécessaire à son fonctionnement. Des procédures opérationnelles et financières ont été mises en place pour organiser les activités de l'association.
- **la définition d'une politique d'adhésion des membres.** En mai 2017, MMFA a obtenu sa licence permanente en tant qu'ONG locale de la part du ministère de l'Intérieur du Myanmar (MOHA). Cela a permis de commencer à enregistrer les membres et collecter leurs cotisations ; deux catégories de membres ont été définies et une échelle de cotisations différenciées sera mise en place dès 2018.
- **le renforcement de la gouvernance.** L'assemblée générale de MMFA a été organisée et un nouveau Conseil d'administration (CA) a été élu. Le processus électoral a été clairement défini et documenté et les réunions du conseil ont été formalisées.
- **l'actualisation du plan stratégique.** Des séances de travail ont été organisées avec le personnel et le CA afin de définir les valeurs de MMFA, ses objectifs et les résultats stratégiques attendus. Ce processus a été réalisé en collaboration avec IFC et a permis à MMFA d'établir son plan stratégique triennal.

- **la coordination avec des bailleurs de fonds et la diversification des appuis financiers.** Le renforcement de MMFA a permis d'établir deux partenariats importants : 1) l'un avec USAID, garantissant une subvention pour soutenir les opérations et les formations ; 2) l'autre avec IFC, en vue d'implémenter un programme de formation en finance responsable.
- **le développement des services de MMFA pour les membres :** MMFA a élargi son offre de services à ses membres à travers l'organisation de formations (en partenariat avec USAID, IFC et ADA), la création de clubs et groupes de travail, afin de promouvoir l'apprentissage entre IMF, l'échange d'expériences et le renforcement du plaidoyer politique auprès du régulateur. MMFA a également publié son premier bulletin d'information trimestriel et déployé tout au long de l'année un effort de collaboration et de coordination entre les différents acteurs du secteur, par le biais de réunions bimensuelles des membres.



Assemblée générale de MicroFinance Myanmar Association les 9 et 10 novembre 2017 à Nay Pyi Taw



« MMFA est en train de se positionner comme l'acteur clé du secteur de la finance inclusive au Myanmar. C'est un moment intéressant pour l'association et pour ce secteur en pleine croissance dans un environnement en constante évolution. Le positionnement de l'association représente aussi une opportunité stratégique, principalement parce que les différentes interventions au niveau du cadre réglementaire peuvent avoir un réel impact sur le secteur. Il est donc important de renforcer l'association qui joue déjà un rôle de plaidoyer envers le régulateur. Il reste évidemment une multitude de défis pour les années à venir, mais c'est un réseau qui regroupe des gens très engagés et animés d'une vraie volonté de construire une association forte. »

Wendy Medrano Lazo
Chargée de projets senior chez ADA, détachée à MMFA à Yangon

EN 2018

VERS UN PROLONGEMENT DU PARTENARIAT

En 2018, ADA poursuivra son partenariat avec MMFA, à travers la mise en place du projet triennal qui couvrira quatre priorités :

1. Le renforcement de sa structure organisationnelle et d'une gouvernance efficace et formalisée ;
2. L'offre de services de qualité axés sur la demande pour soutenir la croissance du secteur de la microfinance ;
3. La collaboration entre les praticiens de la microfinance ;
4. Le plaidoyer continu pour un environnement de marché sain dans un cadre légal et réglementaire adapté.



LA RÉVOLUTION DIGITALE DONNERA PLUS D'IMPACT

Favoriser l'inclusion financière des plus démunis en aidant les IMF à ouvrir de nouveaux canaux de distribution et proposer de nouveaux produits innovants, tel est le double objectif social et financier de la finance digitale. Pour beaucoup d'IMF, prendre ce tournant numérique implique de repenser complètement leur business model. Le projet « Digital Finance Initiative » a été conçu en réponse à cette problématique.

LES PAYS LES MOINS AVANCÉS VISÉS PAR LE PROJET

Le projet « Digital Finance Initiative » a débuté en 2017. Établi pour cinq ans, de 2017 à 2021, il cible dans un premier temps les IMF Tier II et Tier III de 12 pays africains. La plupart font partie des pays les moins avancés. Il s'agit du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Burkina Faso, du Bénin, du Cameroun, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, du Rwanda, du Burundi et de Madagascar.



« Ces quelques mois d'expérience ont démontré que les facteurs de réussite d'un projet reposent sur l'appui total de la gouvernance, la disponibilité du chef de projet en termes de temps, d'esprit et de moyens et l'implication de l'ensemble des départements. »

Arnaud de Lavalette

Responsable du projet « Digital Finance Initiative » chez ADA



Pour plus d'informations sur nos activités :

www.ada-microfinance.org

LE PROJET « DIGITAL FINANCE INITIATIVE » POUR FAVORISER L'INCLUSION FINANCIÈRE

La « Digital Finance Initiative » a pour objectif d'aider les IMF à définir et mettre en place un projet digital afin d'améliorer leurs performances, financières et sociales et ainsi favoriser l'inclusion financière dans le pays. Pour ce faire, elles bénéficient de l'accompagnement d'une équipe dédiée qui les aide à identifier les besoins, à définir une solution digitale et à l'implémenter, moyennant une participation financière et une assistance à la maîtrise d'ouvrage.

ATELIER INITIAL D'IDENTIFICATION DES PRIORITÉS

Destiné aux dirigeants des IMF, l'atelier a pour objectif de donner aux participants une vision complète des différents enjeux, opportunités et contraintes que représentent les nouvelles technologies. Il leur donne des clés pour analyser tous les scénarios possibles d'intégration du digital dans leur stratégie et pour évaluer les bénéfices attendus en termes techniques, mais aussi opérationnels, financiers et réglementaires. Au terme de l'atelier, les participants sont capables d'identifier leurs objectifs et les moyens à mettre en place.

DÉFINITION D'UN PROJET DIGITAL

Les IMF qui souhaitent poursuivre l'aventure font d'abord valider leur nouveau projet par leur gouvernance. Ensuite, soutenues par le responsable ADA en charge du projet « Digital Finance Initiative » et des consultants locaux, elles peuvent lancer leur plan d'action. Ce plan prévoit l'établissement d'un cahier des charges, la publication d'appels d'offres et la sélection des prestataires techniques, la mise en place d'un planning et enfin la rédaction d'un dossier de cofinancement qui sera soumis à un comité de sélection, composé de membres du Conseil d'administration de ADA, de Deloitte Digital, de POST Luxembourg et de LuxFLAG. Le dossier, s'il est approuvé, est

cofinancé par ADA (et éventuellement d'autres bailleurs de fonds) à hauteur de 70% des frais d'investissement, dans la limite d'un plafond de 100 000€.

IMPLÉMENTATION DU PROJET DIGITAL

Après acceptation du dossier par le Comité, la mise en place du projet peut démarrer. À ce stade, ADA propose à l'IMF un accompagnement financier, ainsi qu'un appui dans tous les domaines impactés par le projet : redéfinition des procédures, besoin en formation du personnel et des clients, gestion du risque. Dès que la phase de tests est terminée et s'avère concluante, l'IMF déploie le projet dans l'ensemble du réseau. C'est à ce moment que s'arrête l'accompagnement de ADA, qui considère alors l'institution comme autonome.

LE BILAN, UN AN APRÈS : LES PRIORITÉS DIGITALES SONT IDENTIFIÉES ET LES PREMIERS PROJETS ONT VU LE JOUR

2017 a marqué le lancement de la « Digital Finance Initiative ». Deux ateliers ont été organisés dans deux pays cibles du projet : le 1^{er} avril à Cotonou, avec 10 IMF du Burkina Faso, du Mali et du Bénin ; le deuxième en novembre à Dakar, avec cinq IMF du Burkina Faso, du Bénin, de la République démocratique du Congo et de Madagascar.

Ces ateliers ont permis à ADA d'affiner son projet et de se concentrer sur trois options stratégiques :

1. Interfacer le système de gestion avec un opérateur télécoms afin de permettre aux clients de payer et d'être payés en utilisant le système de portefeuille électronique de l'opérateur ;
2. Mettre en place un réseau d'agents pour permettre aux clients de payer et d'être payés sans avoir à passer en agence ;
3. Migrer leur système de gestion vers une solution Cloud. Cette option permet à l'IMF de bénéficier d'un système de gestion centralisé et à terme de pouvoir proposer plus facilement de nouveaux canaux de distribution et de nouveaux produits.

En décembre, cinq IMF de l'atelier d'avril 2017 ont soumis leur dossier de cofinancement. Quatre ont été approuvés par ADA : un projet de « SMS banking » est d'ores et déjà finalisé ; deux projets d'interconnexion avec un opérateur et un projet de migration vers une solution Cloud sont en cours de développement.

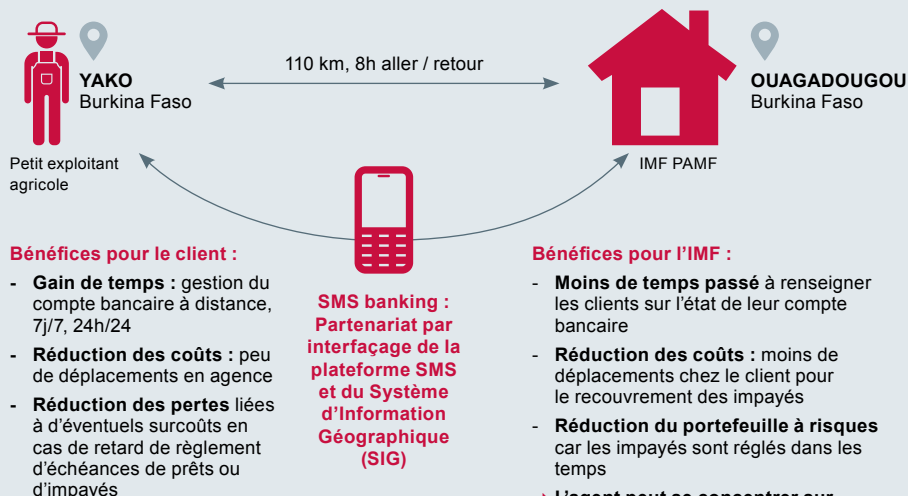


Atelier à Cotonou au Bénin en avril 2017, animé par Arnaud de Lavalette, responsable du projet « Digital Finance Initiative » chez ADA

Les IMF de l'atelier de novembre 2017 sont en phase de pré-projet (étape 2) et travaillent à la préparation de leur dossier, dont l'approbation se décidera en 2018. Cette année prévoit également l'animation de 2 ateliers supplé-

mentaires. Au terme du projet en 2021, ADA espère avoir appuyé 20 IMF dans le développement de solutions digitales pour leur permettre de gagner en performance.

UNE SOLUTION DE SMS BANKING AU SEIN DE PAMF BURKINA FASO* POUR LIMITER LES DÉPLACEMENTS



* PAMF Burkina Faso est une institution de microfinance appartenant au réseau First Microfinance West Africa (FMFWA)

« Cette solution permet au client de gérer son compte bancaire à distance par SMS ; elle prévoit un système d'alerte et de relance en cas d'impayé. À terme, cela nous permettra de réduire notre portefeuille à risques et d'éduquer nos clients en les tenant informés partout, à tout moment. »

Franck Detoh

Chef de projet en système de finance digitale chez First Microfinance West Africa

ADA, DES PROJETS ET DES SOLUTIONS DANS LE MONDE

ACCOMPAGNER les IMF dans leur développement opérationnel

- Les produits et les services aux jeunes entrepreneurs au Burkina Faso, au Togo et au Rwanda.

CONSEILLER le secteur pour créer un environnement favorable à la finance inclusive

- En Afrique : les réseaux MAIN, CIF et les régulateurs gouvernementaux en microfinance en Côte d'Ivoire et Cabo Verde.
- En Asie du Sud-Est : Myanmar MicroFinance Association (MMFA) (pp. 14-15), Lao Microfinance Association (MFA), Vietnam Microfinance Working Group, Cambodia Microfinance Association et Microfinance Council of the Philippines, Inc. (MCPI).
- En Amérique latine : le réseau régional REDCAMIF (pp. 06-07).



Programme d'appui aux Micro et Petites Entreprises (MPE)

ADA a lancé en 2017 un nouveau programme intitulé « Appui aux Micro et Petites Entreprises », visant à renforcer les capacités des MPE, soit pour qu'elles deviennent éligibles aux services d'une IMF lorsque ce n'est pas encore le cas, soit pour qu'elles tirent encore mieux partie des services financiers auxquels elles ont accès et développent leurs activités. Ce programme s'appuie sur le concept de « Microfinance Plus », qui cherche à promouvoir des partenariats entre les IMF et différents acteurs afin de faciliter l'accès des MPE à des services non-financiers et favoriser leur bonne insertion dans les chaînes de valeur. L'objectif est de lancer quatre initiatives en 2018, dont la première verra le jour au Pérou.



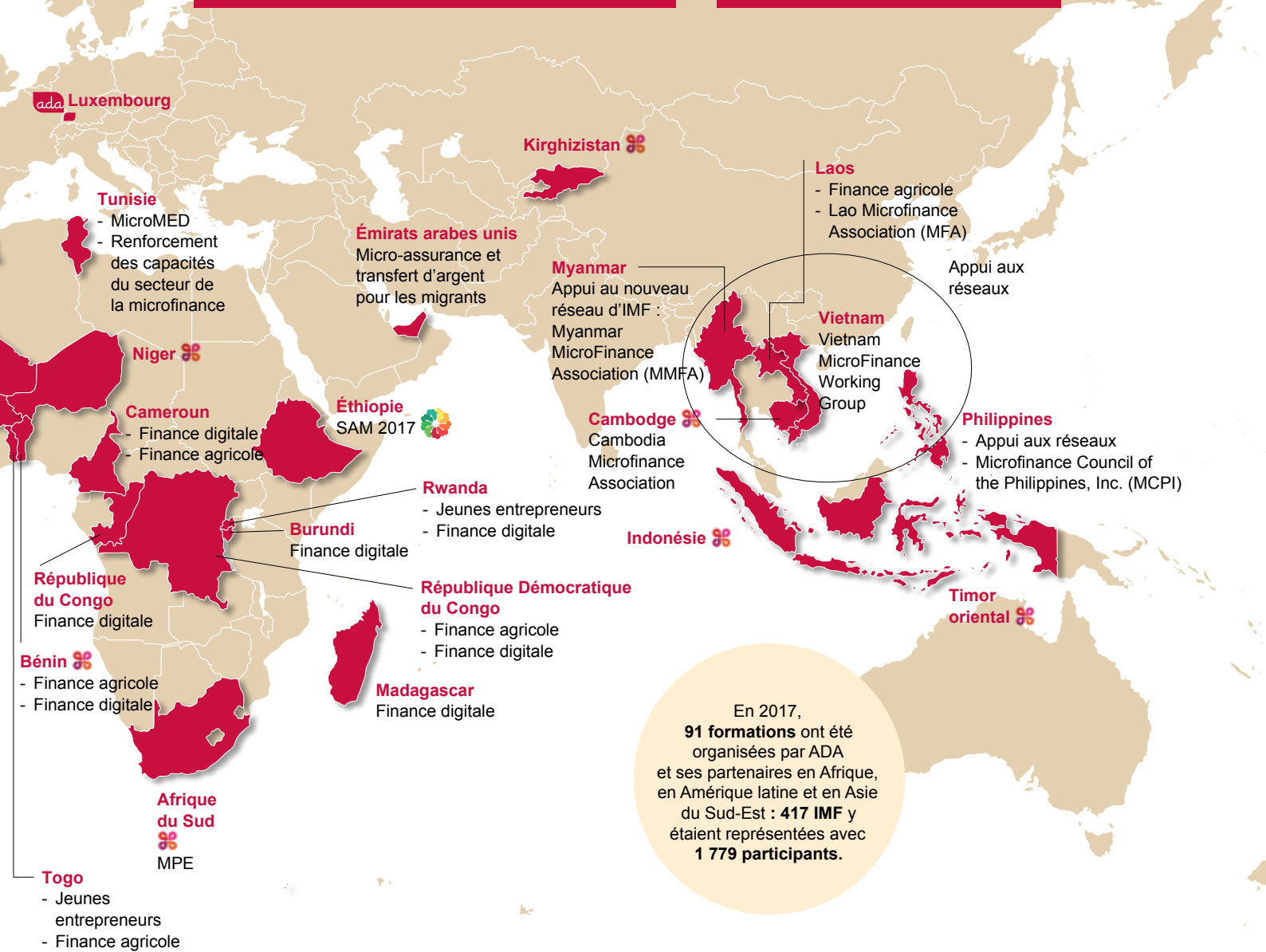
La MFI Factsheet Microfact, outil d'évaluation de la performance financière et sociale des IMF, téléchargeable gratuitement, a été utilisée par **800 IMF** !

PROFESSIONNALISER :

- le secteur, avec de l'assistance technique, des outils et des formations sur-mesure fournis par ADA 3T en :
 - Performance financière et sociale (pp. 08-09)
 - Gestion des risques
 - Gouvernance et la transparence
 - Diversification des produits (développement de produits, finance agricole (pp. 04-05), finance digitale (pp. 16-17), micro-assurance...)
- le renforcement des capacités des professionnels du secteur de la microfinance à travers le projet MicroMED en Tunisie.

FINANCER les IMF à mission sociale forte à travers le fonds LMDF (pp. 08-09)

- 41 IMF conseillées par ADA et financées par LMDF dans 18 pays
- Un encours des prêts de 19,3 millions d'euros
- 35 974 micro-entrepreneurs directement impactés, dont 76% de femmes



En 2017, **91 formations** ont été organisées par ADA et ses partenaires en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est : **417 IMF** y étaient représentées avec **1 779 participants**.

Investissements via le fonds LMDF sur le conseil de ADA en 2017

BILAN (EUR)

Actif du bilan au 31/12/2017

	31/12/2017	31/12/2016
Actif immobilisé		
Immobilisations incorporelles	41 139	25 459
Immobilisations corporelles	457 121	561 025
Immobilisations financières	1 751 464	1 801 717
Total actif immobilisé	2 249 725	2 388 201
Actif circulant		
Créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	328 688	311 835
Avoirs en banques, en compte de chèques postaux, chèques et encaisse	1 372 813	1 294 301
Total actif circulant	1 701 502	1 606 136
Comptes de régularisation	185 429	283 161
Total de l'actif	4 136 656	4 277 498

Fonds propres et passif du bilan au 31/12/2017

	31/12/2017	31/12/2016
Fonds propres	1 290 581	1 156 569
Fonds associatifs	449 906	449 906
Réserve de réévaluation	17 795	33 902
Réserve pour projets à réaliser	472 954	439 151
Fonds dédiés	94 769	-
Résultats reportés	199 807	199 807
Résultat de l'exercice	55 350	33 803
Fonds MAEE LT pour investissements	1 306 953	1 201 229
Provisions	261 144	217 759
Dettes	1 159 424	1 696 194
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	808 623	1 148 279
<i>Fonds dédiés sur subventions HMAEE</i>	-	22 796
<i>Subvention MAEE non utilisée</i>	248 503	614 992
<i>Dettes fournisseurs, fiscales et au titre de la Sécurité Sociale</i>	467 577	420 491
<i>Dettes envers des établissements de crédit</i>	92 534	90 000
dont la durée résiduelle est supérieure à un an	350 801	547 915
Comptes de régularisation	118 554	5 747
Total fonds propres et passif	4 136 656	4 277 498

Les comptes de ADA ont été audités par Deloitte

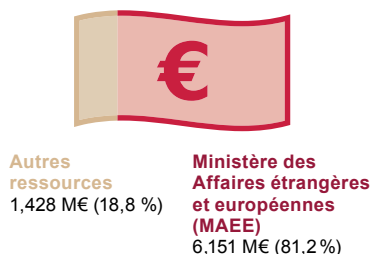
Le rapport des comptes audités 2017 de ADA est disponible sur www.ada-microfinance.org.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES (EUR)

Compte de profits et pertes au 31/12/2017

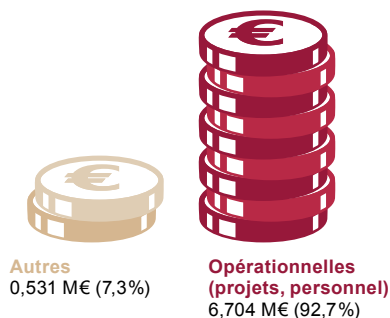
	31/12/2017	31/12/2016
Financements	6 606 881	7 200 488
Ministère des Affaires étrangères et européennes	6 151 497	6 345 441
Subventions d'autres organismes nationaux et étrangers	432 587	813 756
Reports de ressources non utilisées N-1	22 796	41 291
Autres produits d'exploitation	972 742	518 217
Produits liés aux activités de développement	837 072	362 890
Loyers	129 160	139 471
Dons, cotisations	6 510	15 856
Autres charges externes	- 4 610 349	- 4 963 297
Soutien au développement et autres aides versées	- 2 038 266	- 2 961 866
Autres charges liées aux activités de développement	- 2 040 701	-1 457 180
Autres charges liées à la gestion administrative	- 531 383	- 544 251
Frais de personnel	- 2 625 215	- 2 451 472
Salaires et traitements	- 2 238 436	- 2 107 661
Charges sociales	- 296 300	- 264 805
Autres frais de personnel	- 90 478	- 79 007
Correction de valeur	- 142 233	- 148 747
Sur immobilisations corporelles et incorporelles	- 142 233	- 148 747
Autres charges d'exploitation	- 99 673	- 96 897
Produits provenant de participations	16 875	19 721
Autres intérêts et autres produits financiers	3 278	9 678
Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant	- 50 976	- 43 005
Intérêts et autres charges financières	- 15 979	- 10 884
Résultat de l'exercice	55 350	33 803

Les ressources 2017 de 7,579 M€ proviennent de :



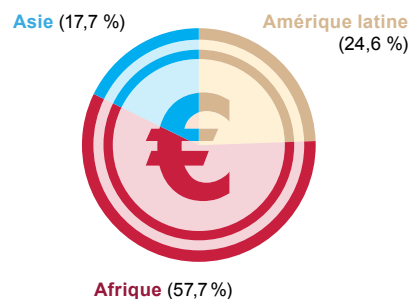
Le soutien du MAEE est essentiel pour ADA !

Répartition des dépenses 2017 :



92% des dépenses de ADA sont dédiées à ses projets !

Répartition des dépenses opérationnelles par continent :



Plus de la moitié des dépenses en projets de ADA vont vers l'Afrique !

LA CHAIRE ADA : D'ANCIENS ÉLÈVES TÉMOIGNENT

La Chaire ADA en droit financier a été lancée en 2014 par ADA et la Faculté de Droit, d'économie et de Finance de l'Université du Luxembourg. Ce partenariat vise à mettre en relation l'expertise de ADA avec le monde académique afin de répondre aux besoins de connaissances et de recherche en finance inclusive.

L'EXPERTISE FINANCIÈRE DU LUXEMBOURG POUR LE SUD

Avec plus de 50 % des fonds d'investissement en microfinance domiciliés au Luxembourg, cet accord entre ADA et l'Université est une opportunité unique de renforcer le rôle et diffuser l'expertise du Grand-Duché en microfinance.

En 2017, le professeur Dirk Zetzsche a enseigné environ 80 heures de droit financier aux étudiants en Master. Ses cours ont porté sur la gestion de patrimoine, la gestion de fonds, la gestion des risques, la politique d'investissement et les FinTech.

Enseignement professionnel : la première édition du Certificat en droit et réglementation de l'Université du Luxembourg s'est tenue du 16 au 26 janvier 2017 en partenariat avec ADA et l'Institut BEI (Banque Européenne d'Investissement). Destinée aux autorités en charge de la régulation de ce secteur (banques centrales, etc.), aux dirigeants d'institutions de microfinance et de fournisseurs de services financiers digitaux, la formation a rassemblé 22 participants issus de 16 pays en développement, favorisant de ce fait le partage d'expériences et le transfert de connaissances sur les sujets relatifs à la gouvernance, la gestion des risques et la réglementation en finance inclusive.



UNIVERSITÉ DU LUXEMBOURG



Pour plus d'informations sur nos activités :

www.ada-microfinance.org

DES PROFESSIONNELS DE LA MICROFINANCE TÉMOIGNENT



« Riche de plusieurs années d'expérience en microfinance, je cherchais une formation qui me permette de renforcer mes connaissances et d'échanger avec des participants de nouveaux horizons. Ces deux semaines de formation m'ont permis de rencontrer des praticiens de plusieurs pays et d'appréhender de nouvelles approches de réglementation et de supervision dans le domaine de la microfinance. Le Certificat est une expérience riche tant en termes de contenu que d'opportunités de partage et de networking, je recommande vivement. ».

Btissam Dardari

Analyste en gestion des risques à la Banque Centrale du Maroc. Btissam a depuis rejoint les effectifs de ADA au sein de l'Unité Investissements.



« Le cours m'a permis d'approfondir mes connaissances en réglementation de la finance inclusive dans des domaines critiques tels que la politique commerciale et la conformité, la gestion des risques, les obligations LBC-FT, le droit et l'éthique. J'ai trouvé la session sur les bacs à sable réglementaires¹ particulièrement pertinente pour tester et développer en toute sécurité les innovations dans le domaine des services financiers numériques. La simulation SIMFI basée sur le Web pour les institutions de microfinance m'a permis de mieux comprendre les impacts potentiels des décisions de gestion sur les exigences réglementaires et les objectifs commerciaux. Ces deux semaines d'apprentissage ont été une expérience très stimulante et enrichissante ».

Temitope Akin-Fadeyi

Responsable du Secrétariat de l'inclusion financière à la Banque Centrale du Nigeria

¹Bac à sable réglementaire: principe qui consiste à offrir un cadre réglementaire adapté, facilitant le déploiement rapide d'un concept innovant en conditions réelles, mais dans un périmètre réduit.

NOS PARTENAIRES

Nos partenaires de terrain nous permettent d'agir, mais rien n'aurait été possible sans l'appui de nos partenaires institutionnels.



Nos partenaires dans la Maison de la microfinance



CONSEIL D'ADMINISTRATION 2017

Président : Max Meyer
 Vice-présidents : Rémy Jacob, Philippe Onimus et Gilles Franck
 Administrateurs : Nicole Dochen, Patrick Losch, Michel Maquil, Corinne Molitor, Bram Schim van der Loeff, Robert Wagener, Claude Witry

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2018

Présidente : Corinne Molitor
 Vice-présidents : Nicole Dochen, Philippe Onimus et Patrick Losch
 Administrateurs : Gilles Franck, Rémy Jacob, Michel Maquil, Max Meyer, Bram Schim van der Loeff, Luc Vandeweerd, Robert Wagener, Claude Witry



ADA bénéficie du Haut Patronage de Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
*Ministère des Affaires étrangères
et européennes*

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

ADA est une organisation non-gouvernementale agréée et cofinancée par la Coopération au développement et de l'action humanitaire luxembourgeoise.

Éditeur

ADA asbl
39 rue Glesener
L-1631 Luxembourg
Tél. : +352 45 68 68 1
www.ada-microfinance.org

Faites un don

RCS Luxembourg F 199
CCPL IBAN LU64 1111 1189 2705 0000

Copyright : ADA, juin 2018

Cette publication a été réalisée par Cropmark.

Suivez ADA sur

ADA Inclusive Finance

